

NEWS

SECTEUR NETTOYAGE

Sale combat

Luc Caregari

L'OGBL et le LCGB sont exaspérés par la façon dont la fédération luxembourgeoise des entreprises de nettoyage de bâtiments les traite et vont mobiliser leurs adhérent-e-s.

« On s'est foutu de nous pendant des années », s'exclamait Romain Daubenfeld, secrétaire central du syndicat services privés de nettoyage, d'hygiène et de l'environnement de l'OGBL, lors de la conférence de presse commune avec le LCGB, ce mercredi. Et pour cause: depuis le 30 avril 2007, la convention collective de travail pour les ouvriers des entreprises de bâtiments est caduque. Mais les syndicats ne sont pas arrivés à se mettre d'accord pour renégocier ladite convention avec le patronat - représenté par la fédération luxembourgeoise des entreprises de nettoyage de bâtiments -, celle-ci ayant claqué la porte des négociations fin septembre 2007 (voir woxx 921). Depuis, les syndicats ont saisi l'office national de conciliation (ONC) à trois reprises - sans obtenir de résultats satisfaisants. Le 4 juillet 2009, la commission tarifaire du syndicat OGBL a refusé à l'unanimité les propositions patronales et ouvert la voie pour le vote statutaire de ses membres pour que ceux-ci déclarent la non-conciliation. En d'autres termes : pour se donner les bases légales de faire grève. La consultation des membres sera clôturée le 30 septembre 2009. « La force des syndicats éclatera au grand jour au moment où la non-conciliation sera chose faite », ajoutait Patrick Zanier, secrétaire syndical du LCGB, qui soutenait encore que le patronat ne voulait rien d'autre que l'échec des négociations.

« Nous sommes tout à fait disposés de retourner à la table des négociations, mais nous refusons qu'on nous fasse attendre sur nos propositions encore une fois », explique Daubenfeld. Les syndicats sont surtout exaspérés par les excuses invoquées par la fédération patronale. « En 2007, c'était le statut unique qui était en préparation. En 2008 on nous a signalé d'attendre comment celui-ci se développera », raconte-t-il. L'excuse de 2009, sera-t-elle la crise financière ? Impossible, car le secteur est en pleine croissance. Selon les chiffres des syndicats - la fédération patronale étant très réservée sur les chiffres et ne dispose même pas d'une présence internet - le secteur a embauché en-

viron 1.500 personnes depuis 2007, portant leur nombre de 6.000 à 7.500, soit un plus de 15 pour cent.

On peut se demander pourquoi la fédération reste tellement dure sur ses propositions, car les revendications syndicales ne sont pas particulièrement dures, voire utopistes. Ils réclament entre autres une augmentation salariale rétroactive pour 2007 et 2008, une grille de salaires - car jusqu'à présent les employé-e-s du bâtiment n'ont toujours pas la possibilité à voir leur salaire évoluer -, un jour de congé supplémentaire après cinq ans d'ancienneté (alors que les patrons parlent d'une demi-journée sur 15 ans) et une renégociation des modalités de la prime d'assiduité.

C'est surtout cette dernière qui démontre que ce secteur est un des plus durs pour les employé-e-s. La prime d'assiduité dépend des jours d'absence, si un-e employé-e tombe malade, elle ou il peut oublier cette prime. « Mais que voulez-vous faire quand vous avez un enfant malade à la maison et personne pour s'en occuper ? », demande Daubenfeld, avant de rappeler que 90 pour cent des travailleurs du bâtiment sont des femmes. Les conditions de travail sont particulièrement dures et chaque arrêt maladie est immédiatement assimilé à de l'absentéisme abusif. Alors que la vie est déjà assez dure pour ces femmes et hommes qui ne gagnent que 9,72 euros de l'heure - ce qui revient au salaire minimum non-qualifié. La revendication de faire passer les anciens au salaire qualifié - ce qui entraînerait une augmentation de 20 pour cent - n'est même pas prioritaire pour les syndicats : « Nous ne voulons pas cette augmentation immédiatement, mais nous exigeons que la voie soit libre pour y accéder », affirme Daubenfeld.

Et la politique ? A cette question, les syndicalistes ont eu le rire jaune : « Nous avons distribués des tracts devant la chambre en 2008 et Jean-Claude Juncker en personne a déclaré vouloir nous aider. Des mois plus tard, nous avons reçu une lettre nous déclarant que Monsieur Juncker avait bien transféré nos revendications à Monsieur Biltgen. Depuis, silence radio », raconte Daubenfeld. Et son collègue Zanier d'ajouter : « Nous aurions peut-être dû nous y prendre avant le 7 juin, maintenant il nous faudra attendre encore une fois cinq ans ».

SHORT NEWS

Koalitionsprogramm steht

„Die Verhandlungen sind abgeschlossen“, so ein sichtlich gelöster Jean-Claude Juncker beim gestrigen Briefing im Arbeitsministerium. Zwar müsse man von einem „Quasi-Accord“ sprechen, denn in einigen gesellschaftspolitischen Punkten müssten die Texte noch verfeinert werden - was der Komplexität von Themenbereichen wie gleichgeschlechtliche Partnerschaft, Abtreibung, Religionsunterricht oder Adoption nur gerecht würde. Am Montagabend sollen die LSAP und die CSV in getrennten, gleichzeitig stattfindenden, Kongressen sowohl über das Abkommen als auch über die jeweiligen Regierungsmitglieder und die Ressortvergabe befinden. Kurz davor werden der Formateur und die beiden Vorsitzenden der Verhandlungsdelegationen, François Biltgen (CSV) und Jean Asselborn (LSAP), das Schlussdokument feierlich unterschreiben. Erst bei dieser Gelegenheit wird auch die Presse und die Öffentlichkeit detaillierte Kenntnis der getroffenen Vereinbarungen erhalten. Zwar waren anlässlich der bisher abgehaltenen Pressebriefings einzelne bereits abgehandelte Punkte vorgestellt worden, doch in vielen Fragen gibt es auch nach der gestrigen Pressekonferenz viel Raum für Spekulationen. Das hat vor allem mit den zu erwartenden parteiinternen Diskussionen zu tun, von denen wird auf sozialistischer Seite erwartet, dass sie zwar heftig, dafür aber umso kürzer ausfallen sollten. Beim letzten Koalitionsabkommen mit der CSV, im Jahre 2004, hatten sich 24 Prozent der Delegierten gegen das Koalitionsabkommen ausgesprochen. Sollte der Zuspruch diesmal unter die Zwei-Drittel-Marke fallen, dürfte die Erklärungsnot der LSAP-Führungsriege gegenüber der eigenen Basis und dem Koalitionspartner sicherlich noch um einiges zunehmen. Die CSV hingegen dürfte sich mit der eigenen Basis etwas weniger schwer tun: Hier wird zwar nicht weniger gestritten, aber in der Regel hinter verschlossenen Türen. Ist die Sache einmal gebacken, darf der zukünftige Regierungschef mit einem Zuspruchswert rechnen, der jenen in den ehemaligen Volksdemokratien in nichts nachsteht. In einem Punkt dürfte Asselborn gegenüber seinen Truppen eine gewisse Genugtuung geben können: Die Aufteilung der Regierungsposten zwischen CSV und LSAP wird sich nicht verändern. Obwohl die LSAP nur über halb so viele Abgeordnete verfügt als die CSV, wird sie sechs der insgesamt 15 Regierungsmitglieder stellen. Juncker scheint CSV-internen Forderungen nach mehr Posten einen Riegel vorgeschoben zu haben, denn auch eine Vergrößerung der Regierungsequipe soll es nicht geben. „Das wäre in Zeiten, wo von allen Sparsamkeit verlangt wird, nicht zu vermitteln“, so Juncker. Im gleichen Atemzug betonte er, dass er sich eigentlich eine Erweiterung gewünscht hätte, „für die es viele gute Gründe gibt“. Für etliche Diskussionen auf den Kongressen dürfte auch der im Abkommen zurückbehaltene „Finanzierungsvorbehalt“ sorgen. Demnach werden alle gemeinsam beschlossenen Vorhaben, wie etwa die Trambahn oder die Peripheriebahnhöfe, bevor sie auf den Instanzenweg gebracht werden, auf ihre Finanzierbarkeit hin überprüft. Auch wenn das Abkommen zumindest für die Jahre 2009 und 2010 (noch) keine Austeritätsbudgets vorsieht, so dürften bei einer solchen Klausel gerade mittel- und langfristige Projekte in Frage gestellt sein.

Retraites : les murs se suivent ...

La crise a fait faire un saut à la « Rentemauer », s'alarme l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL). Mercredi dernier, elle a publié une étude qui, en tenant compte des effets de la crise actuelle, prédit un « mur des retraites » en 2030, et non en 2034. C'est en cette année que les réserves des caisses de pension atteindraient le niveau zéro. L'UEL demande donc la « mise en place à très court terme d'une réforme du régime général d'assurance pension dans le but de le pérenniser ». Du côté des remèdes proposés, elle puise dans la panoplie libérale : suspension des ajustements, recours aux pensions complémentaires, baisse du plafond de cotisation, augmentation de l'âge de la retraite ... On notera que les patrons n'évoquent pas la privatisation pure et simple du système de pensions - en temps de crise financière, ça ferait en effet trop requin. Le syndicat chrétien LCGB a immédiatement réagi en refusant toute dégradation du régime des « actifs et retraités actuels ». Estimerait-il qu'il faut assainir le système aux frais des générations suivantes ? Plus logique est le refus de l'augmentation de l'âge de la retraite : le LCGB relève que les patrons feraient actuellement tout pour se débarrasser des salariés âgés, et non pour les garder.